

demande susvisée, et jusqu'au terme de la période pour laquelle elle avait reçu l'autorisation de facturer les autres forfaits, en application de l'article 2, § 13, ou de l'article 4. ».

**Art. 2.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 11 septembre 1997.

Mme M. DE GALAN

normen, mag de inrichting het forfait C of het forfait C+ aanrekenen, ten vroegste vanaf de datum van indiening van de hiervoren bedoelde aanvraag tot het einde van de periode waarvoor ze met toepassing van artikel 2, § 13, of van artikel 4, de toestemming had gekregen om de andere forfaits aan te rekenen. ».

**Art. 2.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt.

Brussel, 11 september 1997.

Mevr. M. DE GALAN

## GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

### COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

#### MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 97 — 2190

[S - C - 29335]

**14 JUILLET 1997. — Décret portant diverses mesures en matière d'enseignement universitaire (1)**

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

#### CHAPITRE Ier. — Réorganisation et financement des études de médecine

*Section 1re.* — Principes généraux et modalités particulières de composition et de fonctionnement des commissions délivrant les attestations d'accès aux études spécialisées de troisième cycle en médecine

**Article 1<sup>er</sup>.** Un article 14*bis*, rédigé comme suit, est inséré dans le décret du 5 septembre 1994 relatif au régime des études universitaires et des grades académiques, modifié par le décret du 25 juillet 1996 :

« Article 14*bis*. Chaque année, avant le mois de juin, et pour la première fois en 1997, le Gouvernement fixe, compte tenu notamment de l'article 170 de la loi du 29 avril 1996 portant des dispositions sociales, le nombre global d'étudiants qui pourront bénéficier trois ans plus tard de l'attestation prévue à l'article 14, § 2*bis*, premier alinéa. »

**Art. 2.** Un article 14*ter*, rédigé comme suit, est inséré dans le même décret, modifié par le décret du 25 juillet 1996 :

« Article 14*ter*. Chaque année, en même temps qu'il fixe le nombre global prévu à l'article précédent, le Gouvernement fixe la répartition, entre les cinq institutions universitaires organisant les études de premier cycle conduisant au grade de candidat en médecine, des attestations qui seront délivrées trois ans plus tard.

En vue de cette répartition, un nombre d'attestations égal au nombre global diminué de neuf unités est réparti entre les cinq institutions au prorata du nombre de diplômes de candidat en médecine délivrés à des personnes qui ont été ensuite diplômées au grade de docteur en médecine. Cette répartition se fait suivant la loi du plus fort reste. Jusqu'en 2004, cette répartition tient compte des diplômés au grade de docteur en médecine des années antérieures et ce depuis l'année 1991. A partir de 2005, la proportion entre les cinq institutions sera égale à celle retenue pour l'année 2004.

Les neuf attestations restantes sont réparties en trois parts égales entre les institutions qui organisent les études de deuxième cycle conduisant au grade de docteur en médecine. »

**Art. 3.** Un article 14*quater*, rédigé comme suit, est inséré dans le même décret, modifié par le décret du 25 juillet 1996 :

« Article 14*quater*. La commission visée à l'article 14, § 2*bis*, alinéa premier, est composée de neuf membres du personnel enseignant. Cinq membres appartiennent à l'institution universitaire concernée et quatre membres appartiennent respectivement aux autres institutions universitaires délivrant le grade de candidat en médecine. Ces derniers doivent faire partie d'un des jurys de la faculté de médecine et de la commission de l'institution dont ils relèvent.

Tous les membres ont voix délibérative.

Sur avis conforme de chaque institution universitaire, le Gouvernement arrête, au début de chaque année académique, la composition des cinq commissions.

Chaque commission arrête ses modalités particulières de fonctionnement et de délibération. Chaque institution désigne le président de sa commission. »

**Art. 4.** Un article 14*quinquies*, rédigé comme suit, est inséré dans le même décret, modifié par le décret du 25 juillet 1996 :

« Article 14*quinquies*. La commission tient une session par an qui se déroule à l'issue de la deuxième session d'examens organisée par l'institution universitaire pour l'année académique concernée.

Pour la délivrance de l'attestation visée à l'article 14, § 2*bis*, ou pour faire partie du groupe d'étudiants visé à l'article 14*septies*, les étudiants ne peuvent poser leur candidature devant la commission de l'institution dont ils relèvent que dans l'année académique durant laquelle ils ont obtenu le grade de candidat en médecine.

(1) *Session 1996-1997*

*Documents du Conseil.* - N<sup>os</sup> 164 - n<sup>o</sup> 1 : Projet de décret; n<sup>os</sup> 2, 3, 5 et 6 : Amendements; n<sup>o</sup> 4 : Rapport.

*Compte rendu intégral.* — Discussion et adoption. Séance du 8 juillet 1997.

Pour la délivrance de l'attestation visée à l'article 14, § 2bis, ou pour faire partie du groupe d'étudiants visé à l'article 14septies, les étudiants dont le diplôme de candidat en médecine a été délivré par un jury d'enseignement universitaire de la Communauté ne peuvent poser leur candidature que devant la commission de l'institution auprès de laquelle le jury est établi et ce, dans l'année académique durant laquelle ils ont obtenu le grade de candidat en médecine.

Pour la délivrance de l'attestation visée à l'article 14, § 2bis, ou pour faire partie du groupe d'étudiants visé à l'article 14septies, les étudiants dont le diplôme étranger a été reconnu complètement équivalent au diplôme de candidat en médecine ou partiellement équivalent à celui de docteur en médecine par une institution universitaire en vertu de l'article 36 ne peuvent poser leur candidature que devant la commission organisée dans l'institution qui a délivré l'équivalence et ce, dans l'année académique durant laquelle ils ont obtenu leur équivalence. »

**Art. 5.** Un article 14sexies, rédigé comme suit, est inséré dans le même décret, modifié par le décret du 25 juillet 1996 :

« Article 14sexies. En vue de la délivrance de l'attestation, la commission classe les étudiants sur un total de 300 points, dont 60 points sont attribués à la première candidature en médecine et 120 points sont attribués respectivement à la deuxième et troisième candidature en médecine. Les attestations sont délivrées dans l'ordre décroissant du classement dans la limite des nombres fixés à l'article 14ter.

Sur base des résultats académiques des étudiants délibérés par un jury interne à l'institution universitaire, la commission attribue, par an, 75 p.c. des points visés à l'alinéa 1er. Pour cette attribution, la commission a pour mission de veiller au respect des pondérations à accorder à chacun des cours, qu'elle a préalablement établies, de manière à ce que ces pondérations soient identiques dans chacune des institutions universitaires pour des cours équivalents.

Sur base des résultats relatifs à l'évaluation des capacités de l'étudiant à exercer la médecine délibérés par un jury interne à l'institution universitaire, la commission attribue, par an, 25 p.c. des points visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>. Pour cette attribution, la commission a pour mission de veiller au respect des critères de l'évaluation des capacités de l'étudiant à exercer la médecine, qu'elle a préalablement établis.

Tout au long des trois années de candidature en médecine, l'étudiant est tenu au courant de l'évaluation dont il fait l'objet sur la base des deux alinéas précédents. L'étudiant est également averti de la position qu'il occupe dans le classement provisoire.

La commission adapte les appréciations prévues aux deuxième et troisième alinéas au cas des étudiants qui bénéficient de l'équivalence complète de leur diplôme étranger avec le diplôme de candidat en médecine ou de l'équivalence partielle de leur diplôme étranger avec le diplôme de docteur en médecine ou à celui des étudiants qui ont présenté un ou plusieurs examens devant le jury de la Communauté.

Les modalités de délivrance des attestations sont portées à la connaissance des étudiants par l'intermédiaire du règlement des examens prévu à l'article 31. »

**Art. 6.** Un article 14septies, rédigé comme suit, est inséré dans le même décret, modifié par le décret du 25 juillet 1996 :

« Article 14septies. Dans les mêmes conditions que celles prévues à l'article 14quinquies, chaque commission constitue, en vue de la poursuite d'études de deuxième cycle en médecine, un groupe d'étudiants dont le nombre ne peut pas dépasser dix pour cent du nombre d'étudiants titulaires de l'attestation.

Ce groupe est formé d'étudiants qui ne disposent pas de l'attestation. Les décisions de la commission se basent sur l'appréciation des résultats académiques conformément au deuxième alinéa de l'article 14sexies. »

**Art. 7.** Un article 14septies bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même décret, modifié par le décret du 25 juillet 1996 :

« Article 14septies bis. Chaque année avant le 30 juin, le Conseil interuniversitaire de la Communauté française dépose au Parlement de la Communauté française un rapport sur l'organisation des études en médecine.

Ce rapport mentionne notamment, pour chacune des cinq commissions visées à l'article 14, § 2bis, le mode de fonctionnement et de délibération des commissions et les critères de sélection retenus pour évaluer les capacités des étudiants à exercer la médecine.

Il mentionne également, pour chacune des institutions universitaires concernées, les conditions qu'elles fixent pour permettre aux étudiants, qui ont réussi les deux premières années d'études du cursus conduisant au grade de candidat en médecine, d'accéder à des études de deuxième cycle en vue de l'obtention du grade qui les sanctionne, ainsi que la détermination des études de deuxième cycle ainsi accessibles.

Le rapport fournit, pour chacune des institutions universitaires concernées, les statistiques relatives aux éléments suivants :

1° le nombre d'étudiants ayant obtenu une attestation, et le cas échéant parmi ceux-ci, le nombre d'étudiants qui n'ont pas poursuivi un deuxième cycle en médecine;

2° le nombre d'étudiants ayant bénéficié des dispositions visées à l'article 14septies, et le cas échéant parmi ceux-ci, le nombre d'étudiants qui n'ont pas poursuivi un deuxième cycle en médecine;

3° le nombre d'étudiants qui ont entamé des études en médecine et qui se sont réorientés vers un autre cursus en précisant, le moment de la réorientation, le cursus vers lequel ils ont opéré cette réorientation et l'institution choisie pour cette réorientation;

4° le nombre de diplômés au grade académique de docteur en médecine, au grade académique de diplômé d'études spécialisées en médecine générale et aux grades académiques de diplômé d'études spécialisées en médecine spécialisée. »

## Section 2. — La réorganisation académique des études

**Art. 8.** L'article 11, § 1<sup>er</sup>, du même décret est complété par l'alinéa suivant :

« Ont également accès à des études de deuxième cycle en vue de l'obtention du grade qui les sanctionne, les étudiants qui ont réussi

les deux premières années d'études du cursus conduisant au grade de candidat en médecine. La détermination des études de deuxième cycle ainsi accessibles se fait en vertu d'une décision des autorités universitaires et aux conditions complémentaires qu'elles fixent. »

**Art. 9.** L'article 49 du même décret est complété par l'alinéa suivant :

« Toutefois dans le domaine des sciences médicales, à partir du 1<sup>er</sup> septembre 1997 :

1° les institutions universitaires qui, à cette date, organisent un cursus conduisant au grade de candidat en médecine pourront créer un cursus conduisant au grade de candidat en sciences biomédicales;

2° les institutions universitaires qui, à cette date, organisent un cursus conduisant au grade de docteur en médecine pourront créer un cursus conduisant au grade de licencié en sciences biomédicales. »

*Section 3. — Problèmes liés au financement*

**Art. 10.** A l'article 27, § 7, 9°, de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires tel que modifié par le décret programme du 25 juillet 1996 portant diverses mesures concernant les fonds budgétaires, les bâtiments scolaires, l'enseignement et l'audiovisuel, les mots", à moins qu'ils ne fassent partie du groupe d'étudiants formé en vertu de l'article 14septies du même décret» sont insérés après les mots" ne disposent pas de cette attestation".

**Art. 11.** L'article 28, alinéa 1<sup>er</sup>, de la même loi, modifié par la loi du 5 janvier 1976, est remplacé par la disposition suivante :

« Pour le calcul de l'allocation de fonctionnement, les programmes d'études sont groupés en cinq orientations d'études de la façon suivante :

1° Groupe A. Les premiers, deuxièmes et troisièmes cycles en sciences religieuses, philosophie, histoire, langues et lettres, arts et archéologie, droit, criminologie, psychologie, sciences de l'éducation, sciences économiques, sciences politiques, sciences sociales;

2° Groupe B. Les premiers, deuxièmes et troisièmes cycles en sciences, éducation physique, kinésithérapie; les premiers cycles en sciences appliquées, sciences agronomiques et ingénierie biologique, sciences médicales, science dentaire, sciences vétérinaires, sciences de la santé publique, sciences pharmaceutiques;

3° Groupe C. Les deuxièmes et troisièmes cycles en sciences appliquées, sciences médicales, science dentaire, sciences vétérinaires, sciences de la santé publique, sciences pharmaceutiques;

4° Groupe D. Les deuxièmes et troisièmes cycles en sciences agronomiques et ingénierie biologique;

5° Groupe S. Les deux premières années d'études conduisant au grade de diplômé d'études spécialisées en médecine générale ou à un des grades de diplômé d'études spécialisées en médecine spécialisée. »

**Art. 12.** Dans l'article 29 de la même loi, modifié par la loi du 5 janvier 1976 et par l'arrêté royal n° 171 du 30 décembre 1982, l'alinéa suivant est inséré après le premier alinéa :

« En particulier, la fixation du coût forfaitaire de l'orientation S obéit aux règles suivantes :

1° si la différence entre 1 720 et le nombre d'étudiants inscrits au deuxième cycle des études conduisant au grade de docteur en médecine et qui entrent en ligne de compte pour le calcul de l'allocation de fonctionnement est négative ou nulle, le coût forfaitaire est nul;

2° si cette différence est positive, elle est alors multipliée par le coût forfaitaire de l'orientation C. Du montant ainsi obtenu il est ensuite retranché une somme correspondant à la différence entre 860 et le nombre d'étudiants inscrits dans les deux premières années de deuxième cycle des études conduisant au grade de docteur en médecine et qui entrent en ligne de compte pour le calcul de l'allocation de fonctionnement multipliée par le coût forfaitaire de l'orientation B. Le coût forfaitaire de l'orientation S ne peut être supérieur au résultat obtenu multiplié par 0,84 et divisé par le nombre d'étudiants inscrits aux deux premières années de troisième cycle en médecine comme décrit à l'article 28 sous l'intitulé Groupe S et qui entrent en ligne de compte pour le calcul de l'allocation de fonctionnement. Les rubriques définies à l'article 43, § 4, alinéa 1<sup>er</sup>, a), b) et c), sont fixées proportionnellement à celles relatives au coût forfaitaire de l'orientation B;

3° le coût forfaitaire ne peut être supérieur à celui de l'orientation B. »

**Art. 13.** L'article 30, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, de la même loi est remplacé par l'alinéa suivant :

« Toutefois, il n'est pas tenu compte des étudiants qui ne répondent pas aux conditions fixées à l'article 27, § 3, ni des étudiants qui sont visés à l'article 27, § 7, ni des étudiants inscrits avant l'année académique 2000-2001 à un programme d'études de l'orientation S. »

**Art. 14.** L'article 48quater, alinéa unique, de la même loi est complété comme suit :

« ou à l'octroi des grades de candidat ou de licencié en sciences biomédicales".

*CHAPITRE II. — Modifications au décret du 5 septembre 1994  
relatif au régime des études universitaires et des grades académiques*

**Art. 15.** A l'article 1<sup>er</sup>, § 2, du décret du 5 septembre 1994 relatif au régime des études universitaires et des grades académiques, les mots " les universités et » sont supprimés.

**Art. 16.** A l'article 2 du même décret, sont apportées les modifications suivantes :

1° au 6<sup>e</sup> tiret, le mot " la" est ajouté devant les mots " période d'un an";

2° au 8<sup>e</sup> tiret, " l'" est ajouté devant les mots " avis élaboré".

**Art. 17.** A l'article 4, 2<sup>e</sup> tiret, du même décret, la virgule est remplacée par le mot " et".

**Art. 18.** A l'article 7, § 1<sup>er</sup>, du même décret, une virgule est ajoutée après le mot " sanctionne".

**Art. 19.** A l'article 10, § 1<sup>er</sup>, d), du même décret, les mots qui suivent le mot " diplôme» sont remplacés par les mots " délivré par un établissement organisant l'enseignement supérieur de type court de plein exercice, soit d'un titre correspondant délivré par un établissement d'enseignement de promotion sociale".

**Art. 20.** A l'article 11 du même décret, sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 3, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots " auxquelles ont" sont remplacés par les mots " que doivent remplir pour l'

2° au § 3, alinéa 2, les mots qui suivent le mot " délivrés" sont remplacés par les mots " par un établissement d'enseignement de promotion sociale".

**Art. 21.** A l'article 12, alinéa 1<sup>er</sup>, du même décret, les mots " inscrits à » sont remplacés par les mots " inscrits en vue".

**Art. 22.** A l'article 14, § 2, du même décret, les mots " reconnu équivalent en vertu de l'article 36 » sont remplacés par les mots " ou certificat d'études étranger reconnu équivalent en application de l'article 36 du présent décret".

**Art. 23.** A l'article 15 du même décret, les mots " en vertu » sont remplacés par les mots " en application".

**Art. 24.** A l'article 16 du même décret, modifié par le décret du 25 juillet 1996, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 4, le mot " représenté " est remplacé par le mot " présente ";

2° à l'alinéa 5, les mots " à partir de l'année académique 1997-1998, » sont insérés entre les mots " détermine" et " nul".

**Art. 25.** A l'article 18, alinéa 1<sup>er</sup>, du même décret, le mot « institutions » est remplacé par les mots " institutions universitaires".

**Art. 26.** A l'article 20 du même décret, sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 3 devient l'alinéa 4;

2° l'alinéa 4 devient l'alinéa 3.

**Art. 27.** A l'article 27 du même décret, les mots " Sur une période d'un an » sont remplacés par les mots " Au cours de la même année académique".

**Art. 28.** A l'article 31, dernier tiret, du même décret, le mot " résolution » est remplacé par le mot " règlement".

**Art. 29.** A l'article 32, alinéa 2, du même décret, modifié par le décret du 25 juillet 1996, une virgule est insérée entre les mots " et détermine" et les mots " sous réserve".

**Art. 30.** A l'article 37, alinéa 1<sup>er</sup>, a), du même décret, les mots " décret du... » sont remplacés par les mots " décret du 5 septembre 1994 ».

**Art. 31.** A l'article 42, alinéa 1<sup>er</sup>, du même décret, les mots " décret du... » sont remplacés par les mots " décret du 5 septembre 1994 relatif au régime des études universitaires et des grades académiques".

**Art. 32.** A l'article 43 du même décret, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots " décret du... » sont remplacés par les mots " décret du 5 septembre 1994 »;

2° à l'alinéa 2, les mots " décret du... » sont remplacés par les mots " décret du 5 septembre 1994 ».

**Art. 33.** Le Gouvernement peut coordonner les dispositions du décret du 5 septembre 1994 relatif au régime des études universitaires et des grades académiques et les dispositions des décrets qui les auraient expressément ou implicitement modifiés au moment où les coordinations seront établies.

A cette fin il peut :

1° modifier l'ordre, la numérotation et, en général, la présentation des dispositions à coordonner;

2° modifier les références qui seraient contenues dans les dispositions à coordonner en vue de les mettre en concordance avec la numérotation nouvelle;

3° modifier la rédaction des dispositions à coordonner en vue d'assurer leur concordance et d'en unifier la terminologie sans qu'il puisse être porté atteinte aux principes inscrits dans ces dispositions.

### CHAPITRE III. — *Modifications à la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires*

**Art. 34.** L'article 27, § 3, 3°, de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires est abrogé.

**Art. 35.** A l'article 30, § 2, de la même loi, modifié par l'arrêté royal n° 273 du 31 décembre 1983 et par l'arrêté royal n° 434 du 5 août 1986, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 2, 1°, les mots " cycle de candidature" sont remplacés par les mots " premier cycle »;

2° au début de l'alinéa 2, 2°, les mots " cycles de licence et de grade doctorat" sont remplacés par les mots " deuxième et troisième cycles »;

3° à l'alinéa 2, 2°, les mots " cycle de candidature » situés entre les mots " pour l'ensemble d'un" et " effectivement" sont remplacés par les mots " premier cycle »;

4° à l'alinéa 2, 2°, les mots " pour l'ensemble des cycles effectivement organisés de licence et de grade doctorat" situés entre les mots " fixé" et " et le nombre réel" sont remplacés par les mots " pour l'ensemble des deuxième et troisième cycles effectivement organisés".

**Art. 36.** A l'article 31 de la même loi, modifié par la loi du 5 janvier 1976, les arrêtés royaux n°s 81 du 31 juillet 1982 et 273 du 31 décembre 1983 et le décret-programme du 25 juillet 1996, sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 2, les mots " à l'article 25, g) à p), " sont remplacés par les mots " à l'article 25, g), k), l), n), o) p), ";

2° au § 2, dans la colonne programme d'études au regard de l'orientation d'études A2, les mots " philosophie et lettres, psychologie et pédagogie" sont remplacés par les mots " philosophie, histoire, langues et lettres, arts et archéologie, psychologie, sciences de l'éducation »;

3° au § 2, dans la colonne programme d'études au regard de l'orientation d'études A3, les mots " sciences sociales, politiques et économiques; sciences économiques appliquées et sciences commerciales » sont remplacés par les mots " sciences économiques, sciences politiques, sciences sociales »;

4° au § 2, dans la colonne programme d'études au regard de l'orientation d'études B5, les mots " et ingénierie biologique" sont ajoutés après les mots " sciences agronomiques »;

5° au § 2, dans la colonne programme d'études au regard de l'orientation d'études B6, le mot " et" qui se situe entre les mots " médicales et science" est remplacé par une virgule;

6° au § 2, dans la colonne programme d'études au regard de l'orientation d'études C9, le mot " et " qui se situe entre les mots " médicales et science " est remplacé par une virgule;

7° au § 2, dans la colonne programme d'études au regard de l'orientation d'études D10, les mots " et ingénierie biologique » sont ajoutés après le mot " agronomiques ";

8° au § 3, les mots " pour l'année budgétaire 1997 " sont remplacés par les mots " à partir de l'année budgétaire 1997 ".

**Art. 37.** A l'article 32, § 3, de la même loi, les mots " pour l'année budgétaire 1997 " sont remplacés par les mots " à partir de l'année budgétaire 1997 »

**Art. 38.** A l'article 32bis, § 1er, de la même loi, les mots " en sciences économiques appliquées et sciences commerciales " sont remplacés par les mots " conduisant à l'obtention des grades de premier, deuxième et troisième cycles en sciences de gestion ".

**Art. 39.** A l'article 39 de la même loi, modifié par le décret du 26 juin 1992, sont apportées les modifications suivantes :

1° Le § 6 devient le § 7;

2° Il est inséré un paragraphe 6 nouveau rédigé comme suit :

" § 6. Au moment de son inscription auprès d'un jury d'enseignement universitaire de la Communauté française, l'étudiant paie les frais d'inscription. Pour chaque inscription, les frais sont fixés à 11 000 francs. Ce montant est lié à l'indice des prix à la consommation selon la formule prévue au § 4. »

**Art. 40.** A l'article 40 de la même loi, modifié par la loi du 5 janvier 1976 et l'arrêté royal n° 81 du 31 juillet 1982, sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 1er, alinéa 3, les mots " légaux ou non légaux " et " par régime linguistique " sont supprimés;

2° au § 3, alinéa 1er, les mots " des grades légaux » sont remplacés par les mots " de grades ".

**Art. 41.** A l'article 48quater de la même loi, les mots " des grades légaux et scientifiques " sont remplacés par les mots " de grades et ".

#### CHAPITRE IV. — Dispositions concernant l'enseignement

**Art. 42.** L'article 63 de la loi du 21 juin 1985 concernant l'enseignement est abrogé.

#### CHAPITRE V. — Dispositions finales

**Art. 43.** L'article 14, § 2bis, alinéas 2 et 3, du décret du 5 septembre 1994 relatif au régime des études universitaires et des grades académiques, est abrogé.

A l'article 14, § 2bis, dernier alinéa, du même décret, les mots " Ces dispositions ne s'appliquent " sont remplacés par les mots " Cette disposition ne s'applique ".

**Art. 44.** L'article 18 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 18 novembre 1991 réglant l'organisation et le fonctionnement des jurys d'enseignement universitaire de la Communauté française est abrogé.

**Art. 45.** Le présent décret entre en vigueur le 1er septembre 1997 à l'exception des articles 1er et 2 qui produisent leurs effets le 15 mai 1997 et des articles 10, 11, 5°, et 12 qui entrent en vigueur le 1er septembre 2000.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 14 juillet 1997.

La Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française, chargée de l'Education,  
de l'Audiovisuel, de l'Aide à la Jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,  
Mme L. ONKELINX

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, du Sport et des Relations internationales,  
W. ANCIEN

Le Ministre de la Culture et de l'Education permanente,  
Ch. PICQUE

Le Ministre du Budget, des Finances et de la Fonction publique,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

## VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 97 — 2190

[S - C - 29335]

**14 JULI 1997. — Decreet houdende diverse maatregelen inzake universitair onderwijs (1)**

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

**HOOFDSTUK I.- Reorganisatie en financiering van het onderwijs in de geneeskunde**

*Afdeling 1.* — Algemene beginselen en nadere regels voor de samenstelling en de werking van de commissies die de attesten voor toegang tot de gespecialiseerde studies van de derde cyclus in de geneeskunde uitreiken

**Artikel 1.** In het decreet van 5 september 1994 tot regeling van de universitaire studies en de academische graden, gewijzigd bij het decreet van 25 juli 1996, wordt een artikel *14bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel *14bis*. Elk jaar, vóór de maand juni, en voor de eerste keer in 1997, stelt de Regering, inzonderheid rekening houdend met artikel 170 van de wet van 29 april 1996 houdende sociale bepalingen, het globaal aantal studenten vast, die drie jaar later in aanmerking zullen komen voor het bekomen van het attest bedoeld in artikel 14, § *2bis*, eerste lid. » .

**Art. 2.** In hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 25 juli 1996, wordt een artikel *14ter* ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel *14ter*. Elk jaar, gelijktijdig met de vaststelling van het in vorig lid bepaalde globaal aantal, stelt de Regering de verdeling vast, over de vijf universitaire instellingen die de studies van de eerste cyclus organiseren die leiden tot de graad van kandidaat in de geneeskunde, van de attesten die drie jaar later zullen worden uitgereikt.

Met het oog op die verdeling, wordt een aantal attesten, dat gelijk is aan het globaal aantal, verminderd met negen eenheden, verdeeld over de vijf instellingen, in verhouding tot het aantal diploma's van kandidaat in de geneeskunde, uitgereikt aan personen die daarna gediplomeerd werden in de graad van doctor in de geneeskunde. Die verdeling geschiedt volgens de wet van "de sterkste blijft over". Tot 2004 houdt deze verdeling rekening met de gediplomeerden voor de graad van doctor in de geneeskunde van de vorige jaren, sedert het jaar 1991. Vanaf 2005, zal de verhouding tussen de vijf instellingen gelijk zijn aan die, welke voor het jaar 2004 in aanmerking zal komen.

De negen overblijvende attesten worden in drie gelijke delen ingedeeld en verdeeld over de instellingen die de studies van de tweede cyclus organiseren die leiden tot de graad van doctor in de geneeskunde. » .

**Art. 3.** In hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 25 juli 1996, wordt een artikel *14quater* ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel *14quater*. De commissie bedoeld in artikel 14, § *2bis*, lid 1, is samengesteld uit negen leden van het onderwijzend personeel. Vijf leden behoren tot de betrokken universitaire instelling en vier leden behoren respectievelijk tot de andere universitaire instellingen die de graad van kandidaat in de geneeskunde toekennen. Deze laatsten moeten deel uitmaken van een van de examencommissies van de faculteit van de geneeskunde en van de commissie van de instelling waaronder zij ressorteren.

Alle leden zijn stemgerechtigd.

Na eensluidend advies van elke universitaire instelling, stelt de Regering, bij het begin van elk academiejaar, de samenstelling van de vijf commissies vast.

Elke commissie stelt haar nadere regels voor de werking en de beraadslaging vast. Elke instelling stelt de voorzitter van haar commissie aan. »

**Art. 4.** In hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 25 juli 1996, wordt een artikel *14quinquies* ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel *14quinquies*. De commissie houdt één zitting per jaar, die plaatsvindt op het einde van de tweede examenzeitijd die door de universitaire instelling voor het betrokken academiejaar wordt georganiseerd.

Voor de uitreiking van het attest bedoeld bij artikel 14, § *2bis*, of om deel uit te maken van de groep studenten bedoeld bij artikel *14septies*, kunnen de studenten zich voor de commissie van de instelling waaronder zij ressorteren alleen kandidaat stellen in het academiejaar gedurende hetwelk zij de graad van kandidaat in de geneeskunde hebben behaald.

Voor de uitreiking van het attest bedoeld bij artikel 14, § *2bis*, of om deel uit te maken van de groep studenten bedoeld bij artikel *14septies*, kunnen zich de studenten wier diploma van kandidaat in de geneeskunde door een examencommissie voor het universitair onderwijs van de Franse Gemeenschap werd uitgereikt, alleen voor de commissie van de instelling waarbij de examencommissie gevestigd is, kandidaat stellen, in het academiejaar gedurende hetwelk zij de graad van kandidaat in de geneeskunde hebben behaald.

Voor de uitreiking van het attest bedoeld bij artikel 14, § *2bis*, of om deel uit te maken van de groep studenten bedoeld bij artikel *14septies*, kunnen zich de studenten wier buitenlands diploma als volledig gelijkwaardig met het diploma van kandidaat in de geneeskunde of gedeeltelijk gelijkwaardig met het diploma van doctor in de geneeskunde erkend werd door een universitaire instelling krachtens artikel 36, alleen voor de commissie kandidaat stellen die georganiseerd is in de instelling die de gelijkstelling heeft toegekend, in het academiejaar gedurende hetwelk zij hun gelijkstelling hebben behaald. »

**Art. 5.** In hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 25 juli 1996, wordt een artikel *14sexies* ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel *14sexies*. Met het oog op de uitreiking van het attest, rangschikt de commissie de studenten op een totaal van 300 punten, waaronder 60 punten toegekend worden aan de eerste kandidatuur in de geneeskunde en 120 punten respectievelijk toegekend worden aan de tweede en derde kandidatuur in de geneeskunde. De attesten worden uitgereikt in dalende volgorde van de rangschikking binnen de perken van de getallen bepaald in artikel *14ter*. » .

(1) *Zitting 1996-1997*

Stukken van de Raad. — Nrs. 164 - nr. 1 : Ontwerp van decreet; nrs 2, 3, 5 en 6 : Amendementen; nr. 4 : Verslag. Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. vergadering van 8 juli 1997.

Op grond van de academische uitslagen van de studenten waarover beraadslaagd werd door een examencommissie binnen de universitaire instelling, kent de commissie, per jaar, 75 pct. van de punten bedoeld bij lid 1 toe. Voor die toekenning heeft de commissie als opdracht te zorgen voor de naleving van de door haar vooraf bepaalde wegingscoëfficiënten die aan elk van de cursussen worden toegekend, opdat die wegingscoëfficiënten gelijk zouden zijn in elk van de universitaire instellingen voor gelijkgestelde cursussen.

Op basis van de uitslagen betreffende de evaluatie van de bekwaamheid van de student tot het uitoefenen van de geneeskunde, waarover beraadslaagd werd door een examencommissie binnen de universitaire instelling, kent de commissie, per jaar, 25 pct. van de punten bedoeld in lid 1 toe. Voor die toekenning heeft de commissie als opdracht te zorgen voor de naleving van de door haar vooraf bepaalde criteria voor de evaluatie van de bekwaamheid van de student tot het uitoefenen van de geneeskunde.

Gedurende de drie jaren kandidatuur in de geneeskunde, wordt de student geïnformeerd over de evaluatie waarvan hij het voorwerp uitmaakt op grond van beide vorige leden. De student wordt ook ingelicht over zijn stand in de voorlopige rangschikking.

De commissie past de beoordeling bedoeld in de tweede en derde leden aan het geval van de studenten aan die het voordeel genieten van de volledige gelijkstelling van hun buitenlandse diploma met het diploma van kandidaat in de geneeskunde of van de gedeeltelijke gelijkstelling van hun buitenlandse diploma met het diploma van doctor in de geneeskunde of met het diploma van de studenten die een of meer examens hebben afgelegd voor de examencommissie van de Franse Gemeenschap.

De nadere regels voor de uitreiking van de attesten worden ter kennis van de studenten gebracht door toedoen van de in artikel 31 bedoelde examenregeling. »

**Art. 6.** In hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 25 juli 1996, wordt een artikel *14septies* ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel *14septies*. Onder dezelfde voorwaarden als die, welke bepaald zijn in artikel *14quinquies* stelt elke commissie, met het oog op het verder volgen van de studies van de tweede cyclus in de geneeskunde, een groep studenten samen waarvan het aantal niet boven tien percent van het aantal studenten die houder zijn van het attest mag liggen.

Die groep is samengesteld uit studenten die niet over het attest beschikken. De beslissingen van de commissie steunen op de beoordeling van de academische uitslagen overeenkomstig het tweede lid van artikel *14sexies*. » .

**Art. 7.** In hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 25 juli 1996, wordt een artikel *14septies bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel *14septies bis*. Elk jaar vóór 30 juni, dient de Interuniversitaire Raad van de Franse Gemeenschap bij het Parlement van de Franse Gemeenschap een verslag over de organisatie van het onderwijs in de geneeskunde in.

Dat verslag vermeldt onder meer, voor elk van de vijf commissies bedoeld in artikel 14, § *2bis*, de werkwijze en de beraadslagingswijze van de commissies en de selectiecriteria die in aanmerking worden genomen om de bekwaamheid van de student tot het uitoefenen van de geneeskunde te evalueren.

Het vermeldt eveneens, voor elk van de betrokken universitaire instellingen, de voorwaarden die zij vaststellen om de mogelijkheid te bieden aan de studenten die geslaagd zijn voor de eerste twee studie jaren van het curriculum dat leidt tot de graad van kandidaat in de geneeskunde, om toegang te krijgen tot studies van de tweede cyclus met het oog op het behalen van de graad die ze bekrachtigen, alsook om de bepaling van de aldus toegankelijke studies van de tweede cyclus mogelijk te maken.

Het verslag levert, voor elk van de betrokken universitaire instellingen, de statistieken over de volgende gegevens :

1° het aantal studenten die een attest hebben gekregen en, in voorkomend geval, onder hen, het aantal studenten die geen tweede cyclus in de geneeskunde hebben gevolgd;

2° het aantal studenten die de bepalingen bedoeld in artikel *14septies* hebben genoten en, in voorkomend geval, onder hen, het aantal studenten die geen tweede cyclus in de geneeskunde hebben gevolgd;

3° het aantal studenten die studies in de geneeskunde zijn begonnen en die een nieuwe richting hebben gekozen naar een ander curriculum, met vermelding van het ogenblik waarop zij die nieuwe richting hebben gekozen, van het curriculum waarvoor zij die nieuwe richting hebben gekozen en van de instelling die werd gekozen voor die nieuwe richting;

4° het aantal gediplomeerden voor de academische graad van doctor in de geneeskunde, voor de academische graad van gediplomeerde voor gespecialiseerde studies in de algemene geneeskunde en voor de academische graden van gediplomeerde voor gespecialiseerde studies in de gespecialiseerde geneeskunde. ».

#### *Afdeling 2.* — De academische reorganisatie van het onderwijs

**Art. 8.** Artikel 11, § 1, van hetzelfde decreet wordt aangevuld met volgend lid :

« Tot de studies van de tweede cyclus voor het bekomen van de graad die ze bekrachtigt, hebben eveneens de studenten toegang die geslaagd zijn voor de eerste twee studie jaren van het curriculum dat leidt tot de graad van kandidaat in de geneeskunde. De bepaling van de aldus toegankelijke studies van de tweede cyclus geschiedt krachtens een beslissing van de universitaire overheid en onder de aanvullende voorwaarden die ze vaststelt. ».

**Art. 9.** Artikel 49 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met het volgende lid :

« Op het gebied van de geneeskundige wetenschappen, kunnen echter, vanaf 1 september 1997 :

1° de universitaire instellingen die, op die datum, een curriculum organiseren dat leidt tot de graad van kandidaat in de geneeskunde een curriculum organiseren dat leidt tot de graad van kandidaat in de biomedische wetenschappen;

2° de universitaire instellingen die, op die datum, een curriculum organiseren dat leidt tot de graad van doctor in de geneeskunde een curriculum organiseren dat leidt tot de graad van licentiaat in de biomedische wetenschappen. »

#### *Afdeling 3.* — Problemen in verband met de financiering

**Art. 10.** In artikel 27, § 7, 9°, van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instellingen, gewijzigd bij het programmadecreet van 25 juli 1996 houdende verschillende maatregelen inzake begrotingsfondsen, schoolgebouwen, onderwijs en audiovisuele sector, worden de woorden "tenzij ze behoren tot de groep studenten die wordt samengesteld krachtens artikel 14 septies van hetzelfde decreet" ingevoegd na de woorden "van voormeld decreet van 5 september 1994. ».

**Art. 11.** Artikel 28, lid 1, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 5 januari 1976, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Voor de berekening van de werkingstoelage, worden de studieprogramma's in vijf studierichtingen onderverdeeld op de volgende wijze :

1° Groep A. De eerste, tweede en derde cycli in de godsdienstwetenschappen, wijsbegeerte, geschiedenis, talen en letteren, kunst en archeologie, rechten, criminologie, psychologie, opvoedingswetenschappen, economische wetenschappen, politieke wetenschappen, sociale wetenschappen;

2° Groep B. De eerste, tweede en derde cycli in de wetenschappen, lichamelijke opvoeding, kinesitherapie; de eerste cycli in de toegepaste wetenschappen, landbouwwetenschappen en biologische engineering, geneeskundige wetenschappen, tandheelkunde, diergeneeskundige wetenschappen, wetenschappen der volksgezondheid, farmaceutische wetenschappen;

3° Groep C. De tweede en derde cycli in de toegepaste wetenschappen, geneeskundige wetenschappen, tandheelkunde, diergeneeskundige wetenschappen, wetenschappen der volksgezondheid, farmaceutische wetenschappen;

4° Groep D. De tweede en derde cycli in de landbouwwetenschappen en biologische engineering;

5° Groep G.- De eerste twee studiejaren die leiden tot de graad van gediplomeerde voor gespecialiseerde studies in de algemene geneeskunde of tot één van de graden van gediplomeerde voor gespecialiseerde studies in de gespecialiseerde geneeskunde. ».

**Art. 12.** In artikel 29 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 5 januari 1976 en bij het koninklijk besluit nr. 171 van 30 december 1982, wordt het volgende lid na het eerste lid toegevoegd :

« De vaststelling van de forfaitaire kostprijs van de studierichting "G" valt onder de volgende regels :

1° indien het verschil tussen 1.720 en het aantal studenten die ingeschreven zijn voor de tweede cyclus van de studies die leiden tot de graad van doctor in de geneeskunde en die in aanmerking komen voor de berekening van de werkingstoelage beneden nul ligt of gelijk is aan nul, is de forfaitaire kostprijs gelijk aan nul;

2° ligt dat verschil boven nul, dan wordt het vermenigvuldigd met de forfaitaire kostprijs van de studierichting C. Van het aldus gekregen bedrag wordt dan een bedrag afgetrokken dat overeenstemt met het verschil tussen 860 en het aantal studenten die ingeschreven zijn voor de eerste twee jaren van de tweede cyclus van de studies die leiden tot de graad van doctor in de geneeskunde en die in aanmerking komen voor de berekening van de werkingstoelage, vermenigvuldigd met de forfaitaire kostprijs van de studierichting B. De forfaitaire kostprijs van de studierichting "G" mag niet hoger zijn dan de gekregen uitkomst, vermenigvuldigd met 0,84 en gedeeld door het aantal studenten die ingeschreven zijn voor de eerste twee jaren van de derde cyclus in de geneeskunde, zoals omschreven in artikel 28 onder het opschrift "Groep G" en die in aanmerking komen voor de berekening van de werkingstoelage. De rubrieken bepaald in artikel 43, § 4, lid 1, a, b, c, worden vastgesteld in verhouding tot deze die betrekking hebben op de forfaitaire kostprijs van de studierichting B;

3° de forfaitaire kostprijs mag niet hoger zijn dan die van de studierichting B. ».

**Art. 13.** Artikel 30, § 1, lid 2, van dezelfde wet wordt vervangen door het volgende lid :

« Worden evenwel niet in aanmerking genomen, de studenten die niet voldoen aan de in artikel 27, § 3, gestelde voorwaarden, de studenten die in artikel 27, § 7 bedoeld zijn, en de studenten die vóór het academiejaar 2000-2001 ingeschreven waren voor een studieprogramma van de studierichting "G". ».

**Art. 14.** Artikel 48<sup>quater</sup>, enig lid, van dezelfde wet, wordt aangevuld als volgt :

tussen de woorden "30 september 1982" en de woorden "voor de berekening", worden de volgende woorden ingevoegd : "en tot de toekenning van de graden van kandidaat of licentiaat in de biomedische wetenschappen. ».

#### HOOFDSTUK II. — *Wijzigingen aan het decreet van 5 september 1994 tot regeling van de universitaire studies en de academische graden*

**Art. 15.** In artikel 1, § 2, van het decreet van 5 september 1994 tot regeling van de universitaire studies en de academische graden, worden de woorden "universiteiten en" geschrapt.

**Art. 16.** In artikel 2 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° bij het 6e streepje, wordt het woord "de" toegevoegd vóór "periode van één jaar";

2° bij het 8e streepje, wordt het woord "een" vervangen door het woord "het", vóór de woorden "advies dat gemeenschappelijk uitgewerkt is".

**Art. 17.** In artikel 4, 2e streepje, van hetzelfde decreet, wordt in de Franse tekst het komma vervangen door het woord "et".

**Art. 18.** In artikel 7, § 1, van hetzelfde decreet wordt een komma toegevoegd na het woord "bekrachtigt".

**Art. 19.** In artikel 10, § 1, d) van hetzelfde decreet, worden de woorden die het woord "diploma" volgen, vervangen door de woorden "uitgereikt door een instelling die het hoger onderwijs van het korte type met volledig leerplan organiseert of een overeenstemmend studiebewijs uitgereikt door een inrichting voor onderwijs voor sociale promotie. ».

**Art. 20.** In artikel 11 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 3, lid 1, van de Franse tekst, worden de woorden "auxquelles ont" vervangen door de woorden "que doivent remplir pour l'";

2° in § 3, lid 2, worden de woorden die het woord "uitgereikt" volgen, vervangen door de woorden "door een inrichting voor onderwijs voor sociale promotie";

**Art. 21.** In artikel 12, lid 1, van hetzelfde decreet, in de Franse tekst, worden de woorden "inscrits à" vervangen door de woorden "inscrits en vue".

**Art. 22.** In artikel 14, § 2, van hetzelfde decreet, worden de woorden "krachtens een met artikel 36 gelijkwaardig erkend" geschrapt en worden de woorden "of buitenlands studiegetuigschrift dat als gelijkwaardig wordt erkend krachtens artikel 36 van dit decreet" toegevoegd na het woord "diploma".

**Art. 23.** In artikel 15 van hetzelfde decreet, wordt het woord "krachtens" vervangen door de woorden "met toepassing van".

**Art. 24.** In artikel 16 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 25 juli 1996, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in lid 4, in de Franse tekst, wordt het woord "représente" vervangen door het woord "présente";

2° in lid 5, worden de woorden ", vanaf het academiejaar 1997-1998, " ingevoegd tussen de woorden "wordt niemand" en het woord "toegelaten".

**Art. 25.** In artikel 18, lid 1, van hetzelfde decreet, wordt het woord "instellingen" vervangen door de woorden "universitaire instellingen".

**Art. 26.** In artikel 20 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° lid 3 wordt lid 4;

2° lid 4 wordt lid 3.

**Art. 27.** In artikel 27 van hetzelfde decreet, worden de woorden "In een periode van één jaar" vervangen door de woorden "Gedurende hetzelfde academiejaar".

**Art. 28.** In artikel 31, laatste streepje, van hetzelfde decreet, in de Franse tekst, wordt het woord "résolution" vervangen door het woord "règlement".

**Art. 29.** In artikel 32, lid 2, van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 25 juli 1996, in de Franse tekst, wordt een komma ingevoegd tussen de woorden "et détermine" en de woorden "sous réserve".

**Art. 30.** In artikel 37, lid 1, a), van hetzelfde decreet, worden de woorden "het decreet d.d.... » vervangen door de woorden "het decreet van 5 september 1994".

**Art. 31.** In artikel 42, lid 1, van hetzelfde decreet, worden de woorden "het decreet d.d.... » vervangen door de woorden "het decreet van 5 september 1994 tot regeling van de universitaire studies en de academische graden".

**Art. 32.** In artikel 43 van hetzelfde decreet, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in lid 1, worden de woorden "het decreet d.d.... » vervangen door de woorden "het decreet van 5 september 1994";

2° in lid 2, worden de woorden "het decreet d.d.... » vervangen door de woorden "het decreet van 5 september 1994".

**Art. 33.** De Regering kan de bepalingen van het decreet van 5 september 1994 tot regeling van de universitaire studies en de academische graden en de bepalingen van de decreten die deze expliciet of impliciet zouden hebben gewijzigd, coördineren wanneer de coördinatieverrichtingen zullen plaatsvinden.

Daartoe kan zij :

1° de volgorde, de nummering en, in het algemeen, de voorstelling van de te coördineren bepalingen wijzigen;

2° de verwijzingen wijzigen die zouden vervat zijn in de te coördineren bepalingen, om die in overeenstemming te brengen met de nieuwe nummering;

3° de tekst van de te coördineren bepalingen wijzigen, om hun onderlinge overeenstemming te verrichten en eenheid te brengen in hun terminologie, zonder dat afbreuk wordt gedaan aan de beginselen die in die bepalingen vervat zijn.

*HOOFDSTUK III. — Wijzigingen aan de wet van 27 juli 1971  
op de financiering en de controle van de universitaire instellingen*

**Art. 34.** Artikel 27, § 3, 3°, van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instellingen wordt opgeheven.

**Art. 35.** In artikel 30, § 2, van dezelfde wet, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 273 van 31 december 1983 en bij het koninklijk besluit nr. 434 van 5 augustus 1986, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in lid 2, 1°, worden de woorden "cyclus van de kandidatuur" vervangen door de woorden "eerste cyclus";

2° bij het begin van lid 2, 2°, worden de woorden "cycli van licentiaat en graad doctoraat" vervangen door de woorden "tweede en derde cycli";

3° in lid 2, 2°, worden de woorden "cyclus van de kandidatuur" die zich bevinden tussen de woorden "werkelijk georganiseerde" en het woord "overschrijdt" vervangen door de woorden "eerste cyclus";

4° in lid 2, 2°, worden de woorden "voor de ganse werkelijk georganiseerde cycli van licentiaat en graad doctoraat samen", die zich bevinden tussen de woorden "vastgesteld" en de woorden "en het werkelijk aantal », vervangen door de woorden "voor de ganse werkelijk georganiseerde tweede en derde cycli".

**Art. 36.** In artikel 31 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 5 januari 1976, de koninklijke besluiten nrs 81 van 31 juli 1982 en 273 van 31 december 1983 en het programma-decreet van 25 juli 1996, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 2, worden de woorden "in artikel 25, g) tot p)" vervangen door de woorden "in artikel 25, g), k), l), n), o), p),";

2° in § 2, in de kolom "Studieprogramma's", naast de studierichting "A2", worden de woorden "letteren en wijsbegeerte, psychologie en opvoedkunde" vervangen door de woorden "wijsbegeerte, geschiedenis, talen en letteren, kunst en archeologie, psychologie, opvoedingswetenschappen";

3° in § 2, in de kolom "studieprogramma's", naast de studierichting A3, worden de woorden "Sociale, politieke en economische wetenschappen; toegepaste economische wetenschappen en handelswetenschappen" vervangen door de woorden "economische wetenschappen, politieke wetenschappen, sociale wetenschappen";

4° in § 2, in de kolom "studieprogramma's", naast de studierichting B5, worden de woorden "biologische engineering" toegevoegd na de woorden "landbouwwetenschappen";

5° in § 2, in de kolom "studieprogramma's", naast de studierichting B6, wordt het woord "en", dat zich bevindt tussen de woorden "wetenschappen" en "tandheelkunde", vervangen door een komma;

6° in § 2, in de kolom "studieprogramma's", naast de studierichting C9, wordt het woord "en", dat zich bevindt tussen de woorden "wetenschappen" en "tandheelkunde", vervangen door een komma;

7° in § 2, in de kolom "studieprogramma's", naast de studierichting D10, worden de woorden "en biologische engineering" toegevoegd na het woord "landbouwwetenschappen";

8° in § 3, worden de woorden "voor het begrotingsjaar 1997" vervangen door de woorden "vanaf het begrotingsjaar 1997".

**Art. 37.** In artikel 32, § 3, van dezelfde wet, worden de woorden "voor het begrotingsjaar 1997" vervangen door de woorden "vanaf het begrotingsjaar 1997".

**Art. 38.** In artikel 32bis, § 1, van dezelfde wet, worden de woorden "toegepaste economische wetenschappen en handelswetenschappen" vervangen door de woorden "dat leidt tot het bekomen van de graden van de eerste, tweede en derde cycli in de beheerswetenschappen".

**Art. 39.** In artikel 39 van dezelfde wet, gewijzigd bij het decreet van 26 juni 1992, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 6 wordt § 7;

2° Er wordt een nieuwe paragraaf 6 ingevoegd, luidend als volgt :

« § 6. Bij zijn inschrijving bij een examencommissie voor universitair onderwijs van de Franse Gemeenschap, betaalt de student de inschrijvingskosten. Voor elke inschrijving, worden de kosten op 1 000 frank vastgesteld. Dit bedrag wordt gekoppeld aan het indexcijfer van de consumptieprijzen volgens de in § 4 bepaalde formule. » .

**Art. 40.** In artikel 40 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 5 januari 1976 en het koninklijk besluit nr. 81 van 31 juli 1982, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, lid 3, worden de woorden "wettelijke of niet wettelijke" en "per taalregime" geschrapt;

2° in § 3, lid 1, worden de woorden "wettelijke graden" vervangen door de woorden "graden".

**Art. 41.** In artikel 48quater van dezelfde wet, worden de woorden "wettelijke en wetenschappelijke graden" vervangen door het woord "graden".

#### HOOFDSTUK IV. — *Bepalingen betreffende het onderwijs*

**Art. 42.** Artikel 63 van de wet van 21 juni 1985 betreffende het onderwijs wordt opgeheven.

#### HOOFDSTUK V. — *Slotbepalingen*

**Art. 43.** Artikel 14, § 2bis, leden 2 en 3, van het decreet van 5 september 1994 tot regeling van de universitaire studies en de academische graden, wordt opgeheven.

In artikel 14, § 2bis, laatst lid, van hetzelfde decreet, worden de woorden "Deze bepalingen gelden niet" vervangen door de woorden "Deze bepaling geldt niet".

**Art. 44.** Artikel 18 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 18 november 1991 tot regeling van de organisatie en de werking van de examencommissies voor het universitair onderwijs van de Franse Gemeenschap wordt opgeheven.

**Art. 45.** Dit decreet treedt in werking op 1 september 1997, met uitzondering van de artikelen 1 en 2, die uitwerking hebben met ingang van 15 mei 1997 en van de artikelen 10, 11, 5°, en 12, die op 1 september 2000 in werking treden.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 14 juli 1997.

De Minister-Voorzitster van de Regering van de Franse Gemeenschap, belast met Onderwijs,  
Audiovisuele Media, Jeugdzorg, Kinderzorg en Gezondheidszorg,  
Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Sport en Internationale Betrekkingen,  
W. ANCIÓN

De Minister van Cultuur en Permanente Opvoeding,  
Ch. PICQUÉ

De Minister van Begroting, Financiën en Ambtenarenzaken,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE